

C'est sur cette toile de fond que, le 24 juillet, le gouvernement Bush a évalué les rapports des services de renseignement signalant le déplacement de deux divisions blindées irakiennes vers la frontière koweïtienne. Dans son discours du 17 juillet, jour commémorant la révolution irakienne, le président Hussein avait accusé le Koweït et les Émirats arabes unis (EAU) d'être des agents de l'impérialisme menant une guerre économique contre Bagdad. L'Irak demandait instamment à ces deux pays de respecter leurs quotas de l'OPEP et donc de réduire leurs productions pétrolières. En réponse aux menaces irakiennes, les États-Unis ont envoyé deux navires en manoeuvres dans le Golfe. À la réunion suivante de l'OPEP, le Koweït et les EAU ont accepté de s'en tenir à leurs quotas et de permettre un léger relèvement du prix de l'or noir.

Mais Hussein n'était pas satisfait, car, selon lui, le Koweït avait seulement promis de respecter les quotas pendant deux mois. En outre, le président irakien insistait pour que les Koweïtiens renoncent à la dette contractée par l'Irak pendant la longue et coûteuse guerre avec l'Iran, qu'ils cessent d'exploiter injustement les champs pétrolifères de Rumaïla, situés à la frontière entre les deux pays et cause de litige, et qu'ils acceptent de conclure de nouveaux arrangements relativement aux îles de Bubiyan et Warbah qui, toutes proches du seul port irakien sur le Golfe, en contrôlent l'accès.

Pour tenter de prévenir la crise, le président égyptien, Hosni Mubarak a vite organisé une rencontre entre le cheikh du Koweït, Saad al-Sabah, et le vice-président du Conseil du commandement révolutionnaire irakien, Izzat Ibrahim. Cette rencontre a eu lieu à Djeddah, le 1^{er} août, et elle devait être suivie d'autres, qui se dérouleraient à Bagdad. Mais, dès la première réunion, les pourparlers ont été rompus et, le lendemain matin, les chars irakiens entraient au Koweït.

Bien que les États-Unis aient su parfaitement que l'Irak massait de plus en plus de forces le long de la frontière koweïtienne, leur stratégie pour prévenir la crise est restée floue. Incertain des intentions irakiennes, Washington n'a fait qu'une vague tentative pour dissuader Saddam Hussein de passer à l'action, préférant en fait et essentiellement chercher à le rassurer. La différence entre ces deux attitudes est de taille.

Dissuader ou rassurer, là est la question

La dissuasion est une stratégie qui consiste à employer des menaces pour empêcher un adversaire de commettre une action indésirable, ce qui revient à lui dire «ne t'avise pas de faire cela, sinon...». Cela suppose que les dirigeants des États définissent le comportement jugé inacceptable, qu'ils se déclarent décidés à punir les transgresseurs et à les empêcher d'atteindre leurs objectifs, qu'ils montrent qu'ils en ont les moyens et qu'ils sont déterminés à mettre leurs menaces à exécution. La dissuasion est une stratégie des plus appropriées pour prévenir une crise quand l'adversaire est opportuniste et porté à l'expansionnisme.

Les stratégies visant à rassurer reposent, quant à elles, sur un autre ensemble d'hypothèses. Comme dans le cas de la dissuasion, on part du principe que l'autre partie est hostile, mais que cette hostilité tient à des

3. Pour une analyse plus approfondie de ces deux stratégies et de ce qu'elles supposent, voir Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein, La dissuasion : analyse des paramètres de réussite (*Cahiers de l'Institut*, n° 8, ICPSI, Ottawa, 1990) et Janice Gross Stein «Deterrence and Reassurance», dans Philip E. Tetlock, Jo L. Husbands, Robert Jervis, Paul Stern et Charles Tilly (sous la dir. de), *Behaviour, Society, and Nuclear War*, Oxford University Press, New York, (à paraître).

4. La transcription de l'entretien entre le président Hussein et l'ambassadrice Glaspie a été publiée par le gouvernement irakien et a paru dans le *New York Times* du 23 septembre 1990. Le Département d'État s'est refusé à tout commentaire.

sentiments d'extrême vulnérabilité. Rassurer consiste alors à essayer d'atténuer l'hostilité en s'efforçant de dissiper la peur, les malentendus et l'insécurité qui sont si souvent responsables de l'escalade menant à la guerre. Les pays qui prévoient qu'un adversaire vulnérable risque de les attaquer essaieront de lui faire connaître leurs intentions bienveillantes et leur intérêt pour d'autres modes de règlement des questions conflictuelles.³

Les États-Unis ont d'abord essayé de prévenir la crise par une vague tentative, qui plus est ambiguë, de dissuasion. Le 19 juillet, le secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, a déclaré à des journalistes que l'engagement pris par les Américains pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak, à savoir de porter secours au Koweït s'il était attaqué, valait toujours. Son porte-parole a par la suite édulcoré ses propos en expliquant qu'ils avaient été repris avec «une certaine liberté».

M^{me} Margaret Tutwiler, porte-parole du Département d'État, a fait preuve de plus de réserve. Quand on lui a demandé, le 24 juillet, si les États-Unis s'étaient engagés d'une façon quelconque à défendre le Koweït, elle a répondu : «Nous n'avons aucun traité de défense avec le Koweït, et il n'existe aucun engagement particulier envers ce pays, que ce soit en matière de défense ou de sécurité». Quant à ce que feraient les États-Unis en cas d'attaque contre l'émirat, elle a déclaré : «Par ailleurs, nous demeurons fermement attachés à aider nos amis du Golfe, à qui nous unissons des liens profonds et anciens, à assurer leur propre défense individuelle et collective».

L'entretien qui a eu lieu le 25 juillet, à Bagdad, entre l'ambassadrice des États-Unis, Madame April Glaspie, et le président Saddam Hussein, à la demande de ce dernier, a été encore plus révélateur. S'agissant du différend avec le Koweït, l'ambassadrice américaine a déclaré ce qui suit au président irakien :

[...] nous n'avons pas d'avis sur les conflits entre Arabes tels que votre désaccord frontalier avec le Koweït. Je travaillais à l'ambassade américaine au Koweït à la fin des années 1960. À l'époque, nos instructions étaient de ne pas exprimer d'opinion à ce sujet, qui ne concernait pas l'Amérique. M. James Baker a donné ordre à nos porte-parole officiels de bien rappeler ces instructions.⁴

Après avoir clairement dégagé les États-Unis de tout engagement à défendre le Koweït, l'ambassadrice a conclu l'entretien en s'enquérant, «dans un esprit d'amitié et non de confrontation», des intentions de l'Irak. Saddam Hussein lui a répondu que le président Mubarak avait organisé une rencontre entre l'Irak et le Koweït en Arabie saoudite (il faisait référence à la rencontre qui allait se solder par un échec) et il a ajouté, en conclusion, qu'il y avait des limites à la patience de l'Irak. L'ambassadrice Glaspie ne l'a pas averti des conséquences qu'entraînerait l'usage de la force.

La stratégie américaine en matière de prévention des crises péchait à la fois par la conception et par l'exécution, puisque Washington n'est parvenu ni à dissuader ni à rassurer l'Irak. De plus, il y a eu un sérieux «cafouillage» dans la mise en pratique de la dissuasion : le Pentagone s'est déclaré prêt à défendre le Koweït, pour mieux se rétracter ensuite; le Département d'État a dégagé les États-Unis de toute sorte d'engagement envers le Koweït et a assuré l'Irak de la bienveillance de Washington.

Cette confusion stratégique tenait pour beaucoup à l'incertitude de la Maison Blanche quant aux motivations de l'Irak, à savoir : entretenait-il des visées expansionnistes ou se sentait-il acculé économiquement ? En Occident, la plupart des analystes, toutes tendances politiques confondues, sont persuadés que le président Saddam Hussein est un expansionniste doublé d'un opportuniste – on ne manque d'ailleurs pas de faire l'analogie avec Hitler et 1939 – mais on peut également avancer que le dirigeant irakien ▷

Même sans grand conflit armé, l'Irak, par son action, a mis en relief les faiblesses stratégiques de tous les États du Golfe et de beaucoup de ceux du Croissant fertile.



Nicholas Vitacco